

Politique de confidentialité à destination des internautes

Qui sommes-nous ?

Ce site web est administré par le Service de Prévention et de Santé au Travail Interentreprises pour la Creuse et la Haute Vienne, une association déclarée au RNA sous le numéro W872001562 (SIREN 778069005) qui agit en tant que responsable de traitement de vos données à caractère personnel (ci-après, « **SPSTI 23/87** »).

L'association a son siège à l'adresse postale suivante : 6 RUE VOLTAIRE, 87100 LIMOGES

Description des traitements

Traitement	Finalité	Base légale	Durée de conservation
Création de compte adhérent	Permettre à l'utilisateur de s'identifier et d'accéder à son espace personnel	Exécution du contrat (CGU ou CGV)	Jusqu'à la suppression du compte ou 3 ans après la dernière activité
Formulaire de contact / demande d'information	Répondre à une sollicitation ou une question	Intérêt légitime à répondre aux demandes	3 ans à compter du dernier contact
Abonnement à la newsletter	Envoi d'informations commerciales	Consentement (opt-in)	Jusqu'au retrait du consentement ou 3 ans après la dernière interaction
Cookies techniques (nécessaires au fonctionnement du site)	Assurer la navigation et les fonctionnalités essentielles	Intérêt légitime / Nécessité du service	Durée de la session ou 6 mois selon le cookie
Cookies de mesure d'audience (non exemptés)	Mesurer la performance du site et optimiser l'expérience utilisateur	Consentement	13 mois maximum
Cookies publicitaires ou de réseaux sociaux	Afficher des publicités personnalisées ou permettre le partage sur les réseaux sociaux	Consentement	13 mois maximum

Vous avez le droit au retrait du consentement à tout moment, pour tous les traitements visés ci-dessus qui reposent sur cette base légale. Pour retirer votre consentement, vous pouvez notamment nous contacter via notre délégué à la protection des données dont les coordonnées sont rappelées ci-dessous.

Catégories de destinataire

Vos données sont communiquées, en fonction des traitements, aux destinataires suivants :

- Les destinataires internes - nos équipes spécialement habilitées pour traiter vos données
- Les destinataires externes - nos prestataires et partenaires, notamment les prestataires techniques auxquels nous faisons appels.

Transferts des données hors UE

Le SPSTI 23-87 se réserve le droit, y compris via ses sous-traitants, de procéder à des transferts en dehors de l'Union européenne.

En cas de transfert de données hors de l'Union européenne, nous nous assurons que ce transfert soit encadré par des mesures particulières telles qu'elles sont imposées par le RGPD. Vous pouvez demander à notre délégué à la protection des données d'accéder aux documents autorisant les transferts, lorsqu'ils ont lieu.

Vos droits sur les données vous concernant

VOS DROITS

Droit d'accès

Vous pouvez obtenir confirmation que des données vous concernant sont traitées et, le cas échéant, accéder à ces données ainsi qu'à diverses informations relatives au traitement.

Veuillez noter que le droit d'accès, et le droit d'en obtenir une copie, ne porte pas sur les fichiers mais sur les données personnelles traitées.

Droit de rectification

Vous pouvez demander la correction des données inexactes ou incomplètes vous concernant.

Droit à l'effacement ou "droit à l'oubli"

Vous pouvez demander l'effacement de vos données personnelles. Toutefois, ce droit n'est pas absolu : il s'exerce uniquement lorsqu'un des cas suivants s'applique :

- Vos données ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées ;

- Vous retirez votre consentement au traitement et aucun autre fondement juridique ne justifie la poursuite du traitement ;
- Vous vous opposez au traitement et il n'existe aucun motif légitime impérieux pour le maintenir ;
- Vos données ont fait l'objet d'un traitement illicite ;
- Leur effacement est nécessaire pour respecter une obligation légale prévue par le droit de l'Union européenne ou le droit français ; ou
- Les données ont été collectées auprès d'un mineur dans le cadre de l'offre de services de la société de l'information.

Si vos données ont été rendues publiques, nous prendrons des mesures raisonnables pour informer les autres responsables de traitement que vous avez demandé l'effacement de tout lien, copie ou reproduction de ces données.

Ce droit ne s'applique pas lorsque le traitement reste nécessaire :

- pour exercer le droit à la liberté d'expression et d'information ;
- pour respecter une obligation légale ou exécuter une mission d'intérêt public ;
- pour des motifs d'intérêt public dans le domaine de la santé ;
- à des fins archivistiques, de recherche ou statistiques, lorsque l'effacement rendrait ces finalités impossibles ou gravement compromises ; ou encore
- pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.

Droit à la limitation du traitement

Vous pouvez demander la **limitation du traitement** de vos données personnelles. Ce droit s'applique **uniquement dans les cas suivants** :

- Vous contestez l'exactitude des données : leur traitement est alors suspendu pendant la durée nécessaire à leur vérification ;
- Le traitement est illicite, mais vous ne souhaitez pas que les données soient effacées et demandez à la place la limitation de leur utilisation ;
- Nous n'avons plus besoin de vos données pour les finalités du traitement, mais elles vous sont encore nécessaires pour constater, exercer ou défendre un droit en justice ;
- Vous vous êtes opposé au traitement, et une vérification est en cours pour déterminer si nos motifs légitimes prévalent sur les vôtres.

Lorsque la limitation du traitement est levée, vous en serez informé(e) au préalable.

Droit à la portabilité

Vous avez le droit de récupérer les données personnelles que vous nous avez fournies, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine.

Vous pouvez également demander que ces données soient transmises directement à un autre responsable de traitement, lorsque cela est techniquement possible.

Ce droit s'applique uniquement lorsque les deux conditions suivantes sont réunies :

- le traitement repose sur votre consentement ou sur l'exécution d'un contrat ;
- le traitement est réalisé de manière automatisée (c'est-à-dire sans support papier).

Droit d'opposition

Vous avez le droit de vous opposer à tout moment, pour des raisons tenant à votre situation particulière, à un traitement de vos données personnelles lorsque celui-ci est fondé sur notre intérêt légitime ou sur une mission d'intérêt public.

Dans ce cas, nous ne traiterons plus vos données, sauf si nous démontrons qu'il existe des motifs légitimes et impérieux qui prévalent sur vos intérêts, droits et libertés, ou si le traitement est nécessaire à la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.

Vous pouvez également vous opposer à tout moment au traitement de vos données à des fins de prospection commerciale, y compris lorsqu'il repose sur du profilage. Dans ce cas, aucune exception n'est prévue : vos données ne seront plus utilisées à cette fin.

Directives post mortem

Conformément à la loi Informatique et Libertés, vous avez le droit de définir des directives concernant la conservation, l'effacement et la communication de vos données personnelles après votre décès.

Ces directives peuvent être :

- **Générales** : elles concernent l'ensemble de vos données personnelles, tous traitements confondus. Elles peuvent être enregistrées auprès d'un tiers de confiance certifié par la CNIL ; ou
- **Particulières** : elles visent des traitements spécifiques et doivent être adressées directement au responsable de traitement concerné. Elles requièrent un consentement explicite et ne peuvent être valablement exprimées par la simple acceptation des conditions générales d'utilisation.

Vous pouvez modifier ou révoquer vos directives à tout moment.

Vous pouvez également désigner une personne chargée de leur mise en œuvre. Si vous ne le faites pas, ou si cette personne est décédée, vos héritiers peuvent accéder à vos directives et en demander l'application.

Délégué à la protection des données

Pour toute question concernant les traitements de vos données personnelles par le SPSTI 23/87, notre délégué à la protection des données est joignable par courrier électronique à l'adresse dpo-amco-btp@racine.eu ou par courrier à l'adresse suivante :

Eric BARBRY

Délégué à la protection des données de l'AMCO-BTP

40 rue de Courcelles

Chez Racine Avocats

75008 Paris

FRANCE

Droit d'introduire une réclamation auprès de la Cnil

Comme la loi vous y autorise, vous pouvez également introduire une plainte auprès de la Cnil à l'adresse suivante : Service des plaintes de la Cnil, 3 place de Fontenoy – TSA 80751, 75334 Paris Cedex 07 ou par téléphone au 01.53.73.22.22